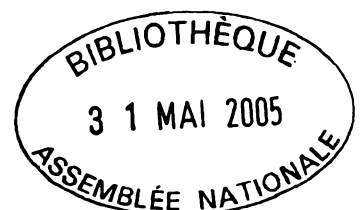


A11S42
E88
2005/06
QL
P. gouv.

Étude des crédits 2005 – 2006

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et
piégeurs cris

Demandes de renseignements **généraux**
de l'opposition officielle adressées à la Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux	Page
1.	Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006, compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005.	1
2.	Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone.	11
3.	Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services au citoyen) : <ul style="list-style-type: none">- tirage;- coût;- agence de conception;- graphisme;- rédacteur;- imprimeur;- distribution.	12
4.	Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 2004 : <ul style="list-style-type: none">- endroits et dates du départ et du retour;- but du voyage;- personnes rencontrées;- coût;- noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.	13
5.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger : <ul style="list-style-type: none">- la liste des ententes signées et/ou annoncées;- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;- les investissements annoncés.	13
6.	Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.	13
7.	Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006;- firmes de publicité;- mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;- le but visé par chaque dépense.	13
8.	Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent : <ul style="list-style-type: none">- liste et coût;- copie des soumissions;- copie du questionnaire et du résultat;- firme ayant obtenu le contrat.	13
9.	Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande d'un ministère ou d'un organisme : <ul style="list-style-type: none">- liste et coût;- copie des soumissions;- copie des études;- firme ou individu ayant obtenu le mandat;- copie du contrat.	13



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux	Page
10.	<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	14
11.	<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 à une firme de relations publiques en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	14
12.	<p>Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> i. au Québec; ii. à l'extérieur du Québec. 	15
13.	<p>Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> i. au Québec; ii. à l'extérieur du Québec. 	15
14.	<p>Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. 	16
15.	<p>À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2004-2005, pour chaque ministère et organisme (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation), et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p>	17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux	Page
	<ul style="list-style-type: none"> - nombre total de jours de maladie pris par le personnel; - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - nombre total de jours de vacances pris par le personnel; - nombre de plaintes pour harcèlement psychologique. 	
16.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1^{er} avril 2002 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnels en raison de la complexité de la tâche à accomplir; - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; - nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années. 	18
17.	<p>Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail. 	19
18.	<p>Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2004-2005 et prévisions 2005-2006.</p>	19
19.	<p>Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2004-2005 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail; - le propriétaire et/ou le nom de la firme. 	20
20.	<p>Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour.</p>	22
21.	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1^{er} avril 2004 en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; - la description de tâches; 	22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux	Page
	<ul style="list-style-type: none"> - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2004; - le nombre total d'employés au cabinet; - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</u> et <u>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</u>. 	
22.	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2004-2005 à même le budget discrétionnaire du :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. ministre; ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme ou de la personne concernée; - la circonscription électorale; - le montant attribué; - le projet visé et le résultat. 	22
23.	La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 et 2004-2005; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.	22
24.	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le poste initial; - le salaire; - le poste actuel, s'il y a lieu; - la date de la mise en disponibilité; - la prévision 2005-2006 et 2006-2007. 	22
25.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2004-2005.	22
26.	Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.	22
27.	<p>Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nom de la personne; - poste occupé; - salaire; - assignation initiale; - date de l'assignation hors structure; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. 	22
28.	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministre et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. 	22
29.	<p>Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; 	22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux	Page
	<ul style="list-style-type: none"> - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. 	
30.	<p>Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le salaire de la personne; - le montant reçu du régime de retraite. 	22
31.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).	23
32.	<p>Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - services Internet d'information; - livres; - journaux; - magazines; - bulletins électroniques et/ou papiers; - clubs privés ou autres; - billets de saison; - etc. 	24
33.	<p>Pour chaque site Internet (incluant ceux ces événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - les coûts de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - qui est responsable du contenu sur le site; - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ? 	25
34.	<p>Dépenses effectuées en 2004-2005 par chaque ministère ou organisme dans les technologies de l'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> - téléphonie; - matériel informatique; - logiciels; - programmation; - formation. 	25
35.	Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.	25
36.	Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.	25
37.	Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.	25
38.	Toutes les études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.	25
39.	Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.	25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux	Page
40.	Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.	25
41.	Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2004-2005 et ceux prévus pour 2005-2006.	26
42.	Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.	26
43.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.	26
44.	Nominations, depuis le 1 ^{er} mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs : <ul style="list-style-type: none"> - liste; - mandats; - contrats; - résultat du travail effectué; - échéances prévues; - sommes impliquées. 	26
45.	Pour 2004-2005, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.	26
46.	Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.	26
47.	La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.	26
48.	La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.	26
49.	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2004-2005 : <ul style="list-style-type: none"> - nombre de refus; - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours; - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours. 	26
50.	La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : <ul style="list-style-type: none"> - coûts; - nombre de ressources affectées; - nombre de rencontres; - nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. 	26
51.	Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2005.	27
52.	Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2004-2005 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.	27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux	Page
53.	Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.	27
54.	La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.	27
55.	La liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2004-2005.	27
56.	Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.	27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

1

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 1

Titre

Question 1 : Comparaison, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir photocopie du livre des crédits 2004-2005 et 2005-2006 du MESS en annexe.

Emploi et Solidarité sociale

Programmes	2005-2006			2004-2005	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Mesures d'aide à l'emploi	899 508,2	-	-	899 508,2	909 103,8
2. Mesures d'aide financière	2 913 640,2	-	600,0	2 914 240,2	2 975 512,7
3. Soutien à la gestion	198 556,8	1 165,3	1 787,5	199 179,0	213 936,6
	4 011 705,2	1 165,3	2 387,5	4 012 927,4	4 098 553,1
Moins :					
Crédits permanents				5 509,6	5 509,6
Crédits reportés				11 876,1	12 930,0
Crédits votés le 22 mars 2005				1 099 181,3	-
Autres crédits déjà votés				279 000,0	279 000,0
Crédits à voter*				2 617 360,4	3 801 113,5

* Le crédit à voter pour le programme 2 inclut, outre les montants présentés ci-haut, ceux portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 apparaissant à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
Rémunération	190 560,6	210 959,6
Fonctionnement	124 088,5	127 298,1
Affectation à un fonds spécial	945 083,7	953 898,6
Transfert	2 746 472,4	2 799 702,5
Créances douteuses et autres	5 500,0	5 500,0
Total	4 011 705,2	4 097 358,8
Effectif des programmes	3 939	4 003
Effectif des fonds spéciaux	2 511	2 542
Effectif total	6 450	6 545
Budget d'investissements		
Immobilisations	1 137,5	1 109,6
Prêts, placements et avances	1 250,0	1 250,0
Total	2 387,5	2 359,6

Un redressement a été effectué afin de présenter les crédits comparatifs et le budget de dépenses 2004-2005 sur la même base qu'en 2005-2006. Ce redressement entraîne, pour 2004-2005, une diminution de 11,9 M\$ au programme 2 pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1er janvier 2005.

1-2

Emploi et Solidarité sociale

Programme 1
Mesures d'aide à l'emploi

Éléments	2005-2006			2004-2005	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Emploi-Québec	892 430,8	-	-	892 430,8	901 840,8
2. Politiques d'emploi	1 449,4	-	-	1 449,4	1 635,0
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi*	1 028,0	-	-	1 028,0	1 028,0
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants*	4 600,0	-	-	4 600,0	4 600,0
	899 508,2	-	-	899 508,2	909 103,8
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)				49,2	49,1
Crédits déjà votés					
Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)				227 295,6	-
Crédit à voter				672 163,4	909 054,7

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. D-7.1) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5). Il vise également le développement des politiques d'emploi et favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2005-2006	2004-2005
	1	2	3	4		
	(000 \$)					
Rémunération	-	1 332,5	-	4 600,0	5 932,5	6 120,4
Fonctionnement	-	116,9	-	-	116,9	114,6
Affectation à un fonds spécial	892 430,8	-	-	-	892 430,8	901 840,8
Transfert	-	-	1 028,0	-	1 028,0	1 028,0
	892 430,8	1 449,4	1 028,0	4 600,0	899 508,2	909 103,8
Effectif total	-	23	-	-	23	23

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de l'élément 2 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à cet élément. Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de cet élément sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Emploi et Solidarité sociale

Programme 2
Mesures d'aide financière

Éléments	2005-2006			2004-2005	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Gestion du réseau de la sécurité du revenu	154 744,7	-	-	154 744,7	165 843,2
2. Politiques de sécurité du revenu	4 544,5	-	-	4 544,5	5 076,0
3. Assistance-emploi	2 649 491,0	-	600,0	2 650 091,0	2 696 595,0
4. Allocations de maternité	5 500,0	-	-	5 500,0	7 600,0
5. Aide aux parents pour leurs revenus de travail	17 000,0	-	-	17 000,0	17 000,0
6. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	20 302,4	-	-	20 302,4	18 816,8

Suite à la page 1 - 4

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les personnes qui en démontrent le besoin, une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et celui de la ville de Montréal. Également, ce programme verse à des familles à faible revenu un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. Aussi, par l'entremise du programme Solidarité jeunesse, il soutient financièrement les jeunes de moins de 25 ans, aptes au travail, qui font une demande d'assistance-emploi en leur offrant d'entreprendre des démarches favorisant leur autonomie financière. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet le versement des allocations de maternité. Enfin, il assure le développement des politiques de sécurité du revenu.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments						Sous-total
	1	2	3	4	5	6	
	(000 \$)						
Rémunération	108 745,8	4 051,6	-	-	-	-	112 797,4
Fonctionnement	44 998,9	492,9	-	-	-	-	45 491,8
Affectation à un fonds spécial	-	-	4 800,0	-	-	-	4 800,0
Transfert	1 000,0	-	2 639 191,0	5 500,0	17 000,0	20 302,4	2 682 993,4
Créances douteuses et autres	-	-	5 500,0	-	-	-	5 500,0
	154 744,7	4 544,5	2 649 491,0	5 500,0	17 000,0	20 302,4	2 851 582,6
Effectif total	2 531	73	-	-	-	-	2 604
Budget d'investissements							
Prêts, placements et avances	-	-	600,0	-	-	-	600,0
	-	-	600,0	-	-	-	600,0

1-4

Emploi et Solidarité sociale

Programme 2 (suite)

Éléments	2005-2006			2004-2005	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
7. Action emploi	4 004,6	-	-	4 004,6	14 300,0
8. Solidarité jeunesse	35 000,0	-	-	35 000,0	28 600,0
9. Action communautaire	8 910,4	-	-	8 910,4	8 910,4
10. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi*	14 142,6	-	-	14 142,6	12 771,3
	2 913 640,2	-	600,0	2 914 240,2	2 975 512,7
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					
Élément 3				5 500,0	5 500,0
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)				4 932,5	5 531,0
Crédits déjà votés					
Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)				810 735,1	-
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)				279 000,0	279 000,0
Crédit à voter**				1 814 072,6	2 685 481,7

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

** Le crédit à voter pour ce programme inclut, outre le montant présenté ci-haut, celui portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 apparaissant à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	7	Éléments 8	9	10	2005-2006	2004-2005
			(000 \$)				
Rémunération	112 797,4	-	-	-	-	112 797,4	124 477,3
Fonctionnement	45 491,8	-	-	-	-	45 491,8	45 441,9
Affectation à un fonds spécial	4 800,0	-	-	8 910,4	-	13 710,4	10 110,4
Transfert	2 682 993,4	4 004,6	35 000,0	-	14 142,6	2 736 140,6	2 789 383,1
Créances douteuses et autres	5 500,0	-	-	-	-	5 500,0	5 500,0
	2 851 582,6	4 004,6	35 000,0	8 910,4	14 142,6	2 913 640,2	2 974 912,7
Effectif total	2 604	-	-	-	-	2 604	2 637
Budget d'investissements							
Prêts, placements et avances	600,0	-	-	-	-	600,0	600,0
	600,0	-	-	-	-	600,0	600,0

Un redressement a été effectué afin de présenter les crédits comparatifs et le budget de dépenses 2004-2005 sur la même base qu'en 2005-2006. Ce redressement entraîne, pour 2004-2005, une diminution de 11,9 M\$ à l'élément 5 du programme 2 pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1er janvier 2005.

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1 et 2 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant la partie « Transfert ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Emploi et Solidarité sociale

Programme 3
Soutien à la gestion

Éléments	2005-2006			2004-2005	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Direction	11 166,7	-	-	11 166,7	12 368,8
2. Services à la gestion	156 632,5	1 165,3	1 137,5	156 604,7	167 068,0
3. Centre de recouvrement	8 716,7	-	650,0	9 366,7	10 404,5
4. Planification et services aux citoyens	22 040,9	-	-	22 040,9	24 095,3
	198 556,8	1 165,3	1 787,5	199 179,0	213 936,6
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)				6 894,4	7 349,9
Crédits déjà votés					
Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)				61 150,6	-
Crédit à voter*				131 124,4	206 577,1

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et coordination ministérielle et de services aux citoyennes et citoyens.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2005-2006	2004-2005
	1	2	3	4		
	(000 \$)					
Rémunération	8 910,5	45 116,1	8 251,7	9 552,4	71 830,7	80 361,9
Fonctionnement	1 706,2	72 573,9	465,0	3 734,7	78 479,8	81 741,6
Affectation à un fonds spécial	-	38 942,5	-	-	38 942,5	41 947,4
Transfert	550,0	-	-	8 753,8	9 303,8	9 291,4
	11 166,7	156 632,5	8 716,7	22 040,9	198 556,8	213 342,3
Effectif total	178	727	201	206	1 312	1 343
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	1 137,5	-	-	1 137,5	1 109,6
Prêts, placements et avances	-	-	650,0	-	650,0	650,0
	-	1 137,5	650,0	-	1 787,5	1 759,6

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2 et 4 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, le solde non utilisé des crédits de l'élément 3 peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$, en excluant la partie « Investissements », afin de donner suite à une entente de gestion intervenue entre la ministre responsable et le Conseil du trésor.

1-6

Emploi et Solidarité sociale

Crédit au net

	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
Programme 3 - Soutien à la gestion		
Dépenses du programme (excluant amortissement)	197 391,5	212 177,0
Moins : Revenus associés au crédit au net	1 000,0	1 000,0
Crédit au net	196 391,5	211 177,0

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre la ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités du Centre de recouvrement dont la mission est de recouvrer les comptes à recevoir du Ministère en matière de sécurité du revenu. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent du recouvrement, par le Centre de recouvrement, des sommes dues par les garants défaillants et de la récupération des créances radiées ainsi que des frais de recouvrement réclamés des débiteurs au titre de l'application de mesures légales.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus compris entre 1 000 000 \$ et 4 000 000 \$ et d'un montant équivalent à 35 % des revenus qui excèdent 4 000 000 \$.

Emploi et Solidarité sociale

Crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007

	2006-2007 (000 \$)
Budget de dépenses	
Programme 2 - Mesures d'aide financière	
Élément 3 - Assistance-emploi	
Transfert	275 000,0
Élément 6 - Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	
Transfert	4 000,0
Total du programme	279 000,0
Total du portefeuille	279 000,0

Ces crédits ont pour objet de permettre le versement, avant le 1er avril 2006, de prestations imputables à l'exercice financier 2006-2007.

1-8

Emploi et Solidarité sociale

Crédits affectés à un fonds spécial

	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi		
Fonds de développement du marché du travail	892 430,8	901 840,8
Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	-	-
Total du programme 1	892 430,8	901 840,8
Programme 2 - Mesures d'aide financière		
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	8 910,4	8 910,4
Fonds québécois d'initiatives sociales	4 800,0	1 200,0
Total du programme 2	13 710,4	10 110,4
Programme 3 - Soutien à la gestion		
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	38 942,5	41 947,4
Total du portefeuille	945 083,7	953 898,6
Effectif total	2 511	2 542

Ventilation par catégories de dépenses

	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
Rémunération	127 882,1	137 170,1
Fonctionnement	18 215,5	18 208,4
Capital	36 542,5	39 554,5
Intérêt	2 000,0	2 000,0
Support	760 443,6	756 965,6
Total du portefeuille	945 083,7	953 898,6

Emploi et Solidarité sociale

Crédits de transfert

	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi		
Autres crédits de transfert	1 028,0	1 028,0
Programme 2 - Mesures d'aide financière		
Action emploi	4 004,6	14 300,0
Aide aux parents pour leurs revenus de travail	17 000,0	17 000,0
Allocation de maternité	5 500,0	7 600,0
Assistance-emploi	2 653 333,6	2 702 066,3
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	20 302,4	18 816,8
Solidarité jeunesse	35 000,0	28 600,0
Autres crédits de transfert	1 000,0	1 000,0
Total du programme 2	2 736 140,6	2 789 383,1
Programme 3 - Soutien à la gestion		
Tribunal administratif du Québec	8 753,8	8 741,4
Autres crédits de transfert	550,0	550,0
Total du programme 3	9 303,8	9 291,4
Total du portefeuille	2 746 472,4	2 799 702,5

Ventilation par bénéficiaires

	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
Entreprises	7 517,9	6 718,4
Entreprises et organismes d'État	10 467,8	10 521,7
Organismes à but non lucratif	17 742,7	17 170,9
Personnes	2 710 744,0	2 765 291,5
Total du portefeuille	2 746 472,4	2 799 702,5

Ventilation par catégories de dépenses

	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
Rémunération	8 136,9	8 117,4
Fonctionnement	1 994,3	2 067,7
Capital	86,6	86,6
Intérêt	250,0	250,0
Support	2 736 004,6	2 789 180,8
Total du portefeuille	2 746 472,4	2 799 702,5

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 2

Titre

Question 2 : Organigramme de l'organisme
Nom et titre du titulaire pour chaque poste.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3

Titre

Question 3 : Publications

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le rapport annuel constitue la seule publication régulière de l'Office.

- Le rapport annuel 2003-2004 constitue la publication la plus récente.

- Tirage : 1 300 exemplaires.

- Coût : 6,400.00 \$

(Comprend les frais de traduction crie et anglaise, composition, montage et impression.)

- Distribution : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.

- Imprimeur : CopieXpress.

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 4

Titre

Questions 4 À 9

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question 4 :	Voyages hors Québec :	Date & endroit : 20 janvier 2005 – Ottawa But : Colloque avec le "Fur Institute of Canada" Personne rencontrée : Rob Cahill Coût : 538,00 \$ Personne concernée : Serge Larivière, Dir. général
Question 5 :	Mission à l'étranger :	N/A
Question 6 :	Voyages en avion :	N/A
Question 7 :	Publicité et articles promotionnels :	N/A
Question 8 :	Sondages et groupes de discussions :	N/A
Question 9 :	Études commandées durant l'exercice financier 2004-2005 :	N/A

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 5

Titre

Question 10 et 11 : Contrats de moins de 25 000 \$

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question 10 : Nom : Maurais, Castelnérac, Drouin & Associés (MCDA) inc.
Mandat : Guide d'utilisation du système CRI, mise à jour de
la base de données.
Coût : 5 600.00\$

Nom : Maurais, Castelnérac, Drouin & Associés (MCDA) inc.
Mandat : Support conseil pour système informatique
Coût : 19 040.00\$

Question 11 : Contrats de moins de 25 000\$ à une firme de relations
publiques :

N/A

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 6

Titre

Question 12 et 13 : Montant des dépenses pour l'année 2004-2005

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question 12 :

Photocopie : (y compris location, entretien et fournitures)	2 700,00 \$
--	-------------

Téléphonie cellulaire et téléavertisseurs :	500,00 \$
---	-----------

Mobilier de bureau :	700,00 \$
----------------------	-----------

Distributeur d'eau de source :	300,00 \$
--------------------------------	-----------

Transport :	61 600,00 \$
-------------	--------------

Frais d'hébergement :	41 700,00 \$
-----------------------	--------------

Frais de repas :	40 500,00 \$
------------------	--------------

Congrès, colloques, etc. :	0 \$
----------------------------	------

Question 13 :

Voir réponse à la question 12.

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 7

Titre

Question 14 : Nombre et répartition du personnel 2004-2005

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Postes équivalents du secteur de la fonction publique

Catégorie	Nombre d'employés	%	Personnel	
			féminin	masculin
Cadre supérieur	1	5,9	0	1
Cadre intermédiaire	1	5,9	0	1
Professionnel	2	11,8	1	1
Fonctionnaire	13	76,5	8	5
TOTAL	17	100,0	9	8
% DU TOTAL			52,9	47,1

Catégorie	Nombre	Autochtone
Cadre supérieur	1	0
Cadre intermédiaire	1	0
Professionnel	2	1
Fonctionnaire	13	10
% DU TOTAL	100,0	64,7

Tranches d'âge	Nombre	%
Moins de 35 ans	3	17,6
35 ans et plus	14	82,4
TOTAL	17	100,0

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 8

Titre

Question 15 : Maladie et vacances 2004-2005

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	Journée de maladie		Journées de vacances	
	Cadres	Non cadres	Cadres	Non cadres
Avril 2004	0,00	6,93	2,43	26,29
Mai 2004	1,50	9,11	6,29	49,96
Juin 2004	0,29	1,00	2,43	17,04
Juillet 2004	0,00	2,21	5,57	36,71
Août 2004	2,29	9,64	4,29	31,21
Septembre 2004	2,43	16,07	1,43	14,79
Octobre 2004	0,00	8,25	8,43	39,11
Novembre 2004	0,00	10,00	5,00	11,11
Décembre 2004	0,00	7,07	12,00	28,11
Janvier 2005	3,71	6,93	0,21	12,29
Février 2005	0,00	8,86	0,57	11,68
Mars 2005	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	10,21	86,07	48,64	278,29

Heures supplémentaires : 0

Plaintes pour harcèlement
psychologique : 0

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 9

Titre

Question 16 : Évolution des effectifs

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le personnel de l'Office ne fait pas partie du personnel de la fonction publique.

Évolution : **Aucun changement dans le nombre d'effectifs.**

Traitement additionnel : Aucun

Traitement supérieur : Aucun

Répartition des effectifs : Voir question numéro 14

Départs à la retraite anticipée : Aucun

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 10

<p>Titre</p> <p>Questions 17 et 18</p>

<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p>	
Question 17 : Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ :	Aucun
Question 18 : Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin :	Aucun

**DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : 11

Titre

Question 19 : Liste des firmes en 2004-2005 de qui sont loués des espaces

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**Siège social**

Locateur : Société de gestion Place Laurier Inc.
Emplacement : 2700, boulevard Laurier
Édifice Champlain, Bureau 1110
Sainte-Foy (Québec)
Superficie : 2 645 pieds carrés

Neuf (9) bureaux locaux dans les différentes communautés Cries

MISTISSINI

Locateur : Cree Nation of Mistissini
Emplacement : Mistissini, Baie-du-Poste (Québec)
Superficie : 330 pieds carrés

CHISASIBI

Locateur : Chisasibi Centre Inc.
Emplacement : Chisasibi, Baie James (Québec)
Superficie : 343 pieds carrés

WASKAGANISH

Locateur : The Crees of Waskaganish First Nation
Emplacement : Waskaganish, Baie James (Québec)
Superficie : 120 pieds carrés

WASWANIPi

Locateur : Cree First Nation of Waswanipi
Emplacement : Waswanipi, Abitibi Est (Québec)
Superficie : 121 pieds carrés

WEMINDJI

Locateur : Cree Nation of Wemindji
Emplacement : Wemindji, Baie James (Québec)
Superficie : 180 pieds carrés

EASTMAIN

Locateur : Cree Trapper's Association
Emplacement : Eastmain, Baie James (Québec)
Superficie : 120 pieds carrés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 11

Titre

Question 19 : Liste des firmes en 2004-2005 de qui sont loués des espaces
(suite...)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

WHAPMAGOOSTUI

Locateur :	Whapmagoostui First Nation
Emplacement :	Whapmagoostui (Nord-du-Québec)
Superficie :	120 pieds carrés

NEMASKA

Locateur :	Nemaska Cree Trappers Association
Emplacement :	Nemaska, Baie James (Québec)
Superficie :	132 pieds carrés

OUJÉ-BOUGOUMOU

Locateur :	Oujé-Bougoumou Cree Nation
Emplacement :	Oujé-Bougoumou (Québec)
Superficie :	120 pieds carrés

AMOS

Locateur :	Association Washaw Sibi Eeyou
Emplacement :	Amos (Québec)
Superficie :	231 pieds carrés

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 12

Titre
Questions 20 À 30

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)	
Question 20 : Travaux pour les cabinets ministériels :	N/A
Question 21 : Personnel de cabinet :	N/A
Question 22 : Sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire :	N/A
Question 23 : Transferts obtenus du gouvernement fédéral :	N/A
Question 24 : Personnel en disponibilité :	Aucun
Question 25 : Personnel occasionnel mis à pied :	Aucun
Question 26 : Méthodologie de la planification des départs à la retraite et de l'embauche :	
Question non pertinente à l'étude des crédits.	
Question 27 : Personnel hors structure :	Aucun
Question 28 : Personnel rémunéré par le ministère affecté au parapublic :	Aucun
Question 29 : Personnel rémunéré par le parapublic et affecté au ministère :	Aucun
Question 30 : Personnel recevant une double rémunération :	Aucun

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 13

Titre

Question 31 : Liste du matériel informatique

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Équipement et matériel : fournis dans le contrat de LGS
(8 postes de travail et 1 imprimante).

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 14

Titre

Question 32 : Liste de tous les abonnements

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Abonnements

Revue « <i>Recherches amérindiennes au Québec</i> »	:	60,00 \$
Revue « <i>The Nation</i> »	:	45,00 \$
Journal «Les Affaires»	:	70,14 \$
Revue «Canadian Trapper»	:	21,40 \$
ICCA	:	145,00 \$
Publication du Québec	:	32,20 \$

Livres

Tendances Nordiques	:	52,00 \$
Dictionnaire de la Comptabilité	:	97,75 \$
Dictionnaire Précis de grammaire	:	32,05 \$
Gestion des Opérations	:	85,55 \$
Relever les défis de la gestion des ressources humaines	:	119,95 \$
Technologie de la décision	:	71,95 \$
Dictionnaire Le Grand druide des synonymes	:	35,81 \$

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 15

Titre

Questions 33 À 40

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question 33 : Site Internet : Aucun

Question 34 : Dépenses relatives aux technologies de l'information :

Téléphonie : 9 200,00\$

Programmation : 74 800.00\$

Question 35 : Travaux relatifs à l'équité salariale :

En attente des révisions d'échelles salariales de la
fonction publique.

Question 36 : Contrats – processus de réingénierie de l'état :

Aucun.

Question 37 : Sondages – processus de réingénierie de l'état :

Aucun.

Question 38 Études sur la privatisation ou l'impartition des services
gouvernementaux :

Aucun.

Question 39 Solutions proposées dans le cadre des travaux portant
sur réingénierie de l'état :

Question non pertinente à l'étude des crédits.

Question 40 Réunions des comités ministériels :

Question non pertinente à l'étude des crédits.

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 16

Titre

Questions 41 à 50

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- | | |
|--|--------|
| Question 41 : Budget pour la sécurité des ministères : | N/A |
| Question 42 : Circulation et confidentialité des informations : | Aucune |
| Question 43 : Griefs : | |
| Question non pertinente à l'étude des crédits. | |
| Question 44 : Nominations de mandataires, émissaires, négociateurs et médiateurs : | |
| Voir réponse à la question numéro 10. | |
| Question 45 : Tournées ministérielles et sous-ministérielles | N/A |
| Question 46 : Mise en place du gouvernement en ligne : | Aucun |
| Question 47 : Avis demandés au commissaire au lobbying : | |
| Question non pertinente à l'étude des crédits. | |
| Question 48 : Avis demandés à la commission d'accès à l'information : | |
| Question non pertinente à l'étude des crédits. | |
| Question 49 : Demandes d'accès à l'information par organisme pour 2004-2005 : | |
| Question non pertinente à l'étude des crédits | |
| Question 50 : Mandats confiés aux adjoints parlementaires : | Aucun |

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 17

Titre

Questions 51 À 56

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question 51 : Nombre de postes non comblés depuis février 2005 :

Question non pertinente à l'étude des crédits.

Question 52 : Cibles de compressions fixées par le conseil du trésor pour 2004-2005 :

Aucune

Question 53 : Cibles de compressions fixées par le conseil du trésor pour 2005-2006 :

Aucune

Question 54 : Liste des nominations par chaque membre du conseil des ministres:

Question non pertinente à l'étude des crédits.

Question 55 : Montants versés à des traiteurs :

125.00\$

Question 56 : Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au conseil des ministres :

Question non pertinente à l'étude des crédits.